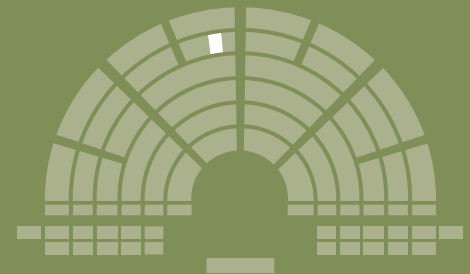




Joël Labbé

Sénateur du Morbihan
Citoyen du Monde



.....
PONTIVY / 9 JUILLET 2015

.....
BILAN DE MI-MANDAT



/ PRINCIPAUX MOYENS D'INTERVENTION D'UN SÉNATEUR

• INTERVENTIONS DANS LA PROCÉDURE LÉGISLATIVE

Sur les Projet de loi (P JL) ou Proposition de loi (P PL).

En commission

Droit d'amendement (*individuel ou au nom du groupe*).

En séance

- discussion générale,
- discussion des amendements et des sous-amendements (*individuels ou de groupe*),
- parole sur article,
- explication de vote sur un amendement, un article ou l'ensemble du texte,
- motions de procédure :
exception d'irrecevabilité, question préalable, renvoi en commission.



/ PRINCIPAUX MOYENS D'INTERVENTION D'UN SÉNATEUR

- **PROPOSITIONS DE LOI OU DE RÉOLUTION**
- **DÉBATS D'INITIATIVE GOUVERNEMENTALE OU SÉNATORIALE**
- **DROIT DE QUESTIONNEMENT**

Question écrite, orale avec ou sans débat, question d'actualité, question crible thématique.

- **AUTRES OUTILS DE CONTRÔLE DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT**

Le Sénateur peut contrôler l'action du Gouvernement dans le cadre des travaux des différents organes du Sénat auxquels il appartient :

Commissions, délégations ou office parlementaires, missions d'information internes à une commission, missions communes d'information et commissions d'enquête, groupes de travail, groupes d'étude, visite des locaux de garde à vue et CRA, travail au sein des organismes extra-parlementaires, saisine du défenseur des droits.



/ VOTRE SÉNATEUR



- Vice-président de la Commission des Affaires économiques.
- Membre de la Délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.
- Membre de l'Observatoire national de la consommation des espaces agricoles.
- Président délégué pour le Mali du groupe d'amitié France / Afrique de l'Ouest.
- Membre de différents groupes d'études.

EN CHIFFRES...

70 interventions en séance publique
(discussion générale)

39 questions au gouvernement
sur des enjeux locaux et nationaux

3 Propositions de loi ou de résolution
(auteur) dont 1 adoptée

26 Propositions de loi ou de résolution
(co-signataire)

597 amendements
déposés en premier signataire

RAPPORT “PESTICIDES : VERS LE RISQUE ZÉRO”

La Mission en déplacement à Saint-Nolff

Objectif : Évaluer l'impact des pesticides sur la santé des fabricants, agriculteurs, épandeurs professionnels, personnels des silos de stockage, paysagistes, familles de ces personnes et riverains des activités de fabrication, de transport, de stockage et d'épandage des pesticides.

- 7 mois de travail, 95 auditions, 205 personnes entendues, 4 déplacements en province.
- Le rapport et sa centaine de recommandations, adoptés à l'unanimité par la mission le 10 octobre 2012, ont fait l'objet d'un débat en séance plénière le 23 janvier 2013.

PROPOSITION DE LOI VISANT À MIEUX ENCADRER L'USAGE DES PRODUITS PHYTOSANITAIRES SUR LE TERRITOIRE NATIONAL

Loi promulguée le 6 février 2014



Avec Brigitte Allain, députée EELV devant l'Assemblée Nationale

3 AXES

- Interdiction aux collectivités territoriales et établissements publics d'utiliser des produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts, des forêts et des promenades, à l'exception des produits de bio-contrôle et des substances reconnues comme à faible risque (1^{er} janvier 2020).
- Interdiction de la vente des produits phytosanitaires aux particuliers (1^{er} janvier 2022).
- Demande d'un rapport gouvernemental visant à étudier les freins juridiques et économiques empêchant le développement des produits de bio-contrôle et dits à faible risque et en particulier des Préparations naturelles peu préoccupantes (PNPP).

COLLOQUE

**L'AGROÉCOLOGIE,
UNE PRATIQUE D'AVENIR :
COMMENT RÉUSSIR
LA TRANSITION ?**

Organisation d'un colloque national au Sénat en avril 2013, en collaboration avec **Marie-Monique Robin**, journaliste d'investigation.

Participation de **Stéphane Le Foll**, ministre de l'Agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et d'**Olivier de Schutter**, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation.

Objectif : définir les moyens nécessaires pour réussir la transition vers cette pratique d'avenir, porteuse de durabilité sociale, économique et environnementale, au Nord comme au Sud.

LOI D'AVENIR POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET LA FORÊT



Réunion de travail avec les réseaux à Saint-Nolff

- Travail préparatoire avec les réseaux associatifs et professionnels bretons dès novembre 2013.
- Série d'auditions sur Paris en complément des auditions réalisées par la Commission des Affaires économiques au printemps 2014.
- Une quarantaine d'amendements écolos adoptés sur 170 déposés en première lecture, comme la création des projets alimentaires territoriaux, la promotion de l'agroécologie et de l'agriculture bio dans l'enseignement agricole, la priorité à l'agriculture bio et aux circuits courts dans les cantines, la définition d'un cadre juridique amélioré pour l'utilisation des semences paysannes.

ENGAGEMENTS POUR LA TRANSITION DE NOTRE AGRICULTURE



Manifestation contre la ferme des 1000 vaches à Amiens

Pour une PAC plus verte et plus équitable

Propositions pour sortir du modèle agro-industriel soutenu par les subventions publiques, pour endiguer la monoculture céréalière et l'importation de soja OGM, pour pourvoir au renouvellement des générations agricoles.

Soutien à l'agriculture biologique

- Membre du club parlementaire Objectif Bio, instance de réflexion et de partage autour de l'agriculture biologique.
- Nombreuses interventions en séance pour défendre l'agriculture biologique, travail avec les réseaux locaux sur cette thématique.

ENGAGEMENTS POUR LA TRANSITION DE NOTRE AGRICULTURE

Pour une Europe sans OGM

Plusieurs interventions dans le cadre de la proposition de loi relative à l'interdiction de la mise en culture des variétés de maïs génétiquement modifié en mai 2014, question au gouvernement, communiqués de presse...

Pour la préservation du foncier agricole et de la qualité des sols

- Membre représentant du Sénat à l'Observatoire national de consommation des espaces agricoles (ONCEA).
- Membre du Club pour la Protection des Sols.

Contre le brevetage du vivant

- Défense du droit fondamental des agriculteurs à conserver, semer, échanger et vendre leurs propres semences.



Réunion de l'ONCEA en présence du ministre

POUR LA SAUVEGARDE DES POLLINISATEURS



COLLOQUE
5 JUIN 2014
AU SÉNAT

Pour une agriculture
respectueuse
des pollinisateurs

- Paroles de scientifiques
- Témoignages de producteurs

INVITATION

Joël LABBÉ, Sénateur du Morbihan,
Germinal PEIRO, Député de la Dordogne

sous l'égide des
Ambassadeurs du Comité de soutien des élus à l'abeille et aux apiculteurs

en partenariat avec
l'Union Nationale de l'Apiculture Française
et la Société Centrale d'Apiculture

ont le plaisir de vous inviter au colloque

JEUDI 5 JUIN 2014, de 14 h 30 à 18 h 00
au Sénat (Salle Monnerville)

Le colloque sera suivi d'une collation
avec visite du rucher du jardin du Luxembourg.

DE 14 H 30 À 18 H 00

Sénat / Salle Monnerville - 26 rue de Vaugirard - 75006 Paris

Inscription obligatoire

Colloque “Pour une agriculture respectueuse des pollinisateurs”

Organisation d'un colloque le 5 juin 2014 au Sénat, en partenariat avec l'union Nationale de l'Apiculture Française, réunissant scientifiques, apiculteurs, agriculteurs et élus.

Co-auteur de la Proposition de résolution relative à la préservation

des insectes pollinisateurs, de l'environnement et de la santé et à un moratoire sur les pesticides de la famille des néonicotinoïdes. Rejeté lors du débat en séance le 4 février 2015.

LUTTE CONTRE LE FRELON ASIATIQUE



Nid de frelons asiatiques

Lutte harmonisée à l'échelle départementale

Organisation d'une réunion d'intérêt départemental afin d'améliorer la lutte contre le fléau, qui a débouché sur la création d'un comité de pilotage de lutte contre le frelon asiatique à l'échelle du Morbihan.

Pour le classement du frelon asiatique en danger sanitaire de 1^{re} catégorie

Pression sur le gouvernement pour un classement du frelon asiatique en danger sanitaire de 1^{re} catégorie et l'autorisation d'utilisation du dioxyde de soufre pour la destruction des nids.

POUR LA SAUVEGARDE DES PRATIQUES TRADITIONNELLES

Soutien à la Petite Pêche Artisanale Française

- Dans le cadre de la réforme de la Politique Commune de la Pêche (2012/13)
- Dans le Morbihan.



À bord de l'Arctic Sunrise avec l'équipe de Greenpeace



POUR LA SAUVEGARDE DES PRATIQUES TRADITIONNELLES

COLLOQUE
10 JUIN 2015
AU SÉNAT

REGARDS CROISÉS
SUR L'OSTRÉICULTURE
QUELS ENJEUX
POUR DEMAIN ?

PAROLES
de PRODUCTEURS
de SCIENTIFIQUES
de CONSOMMATEURS

PRÉSENTATION

Colloque organisé par
Joël LABBÉ, Sénateur du Morbihan

en collaboration avec
l'Association Ostréiculteur traditionnel

Parrainé par
Madame Ségolène Royal
Ministre de l'Écologie,
du Développement durable
et de l'Énergie

DE 14 H 00 À 18 H 30 Sénat / Salle Monnerville - 26 rue de Vaugirard - 75006 Paris

Soutien à l'ostréiculture traditionnelle

- Amendement défendu sur l'étiquetage des huîtres selon leur mode de production (huîtres nées en mer / huîtres d'écloserie) dans le cadre du projet de loi consommation (2013/2014).
- Organisation d'une dégustation d'huîtres au restaurant du Sénat, avec conférence de presse (01/2015).
- Organisation d'un colloque sur l'avenir de l'ostréiculture au Sénat (06/2015).

POUR DES MODES DE CONSOMMATION RESPONSABLE



Rétablissement de la mention « **Fait maison** » dans la restauration

Amendement soutenu et adopté lors du projet de loi consommation.
Travail sur les différents décrets d'application en lien avec le ministère.

Lutte contre l'obsolescence programmée

Mobilisation lors du projet de loi consommation pour faire inscrire dans la loi le délit d'obsolescence programmée, pour étendre les garanties de 2 à 5 ans, rendre obligatoire la mise à disposition de pièces détachées pendant 10 ans...

POUR PLUS DE JUSTICE SOCIALE

Projet de loi relatif à la mobilisation du foncier en faveur du logement

Contribution à l'amélioration du texte,
notamment sur le logement social,
par voie d'amendement.

Proposition de loi visant à interdire la « vente à la découpe » dans l'immobilier

- L'objectif est de mettre fin à ces pratiques spéculatives.
- Proposition de loi non débattue à ce jour.

Urgence : “Un toit pour tous”

Mobilisation pour une prise en charge des familles déboutées du droit d'asile dans le Morbihan.



Collectif “Un toit pour tous”, manifestation devant la préfecture

DES MESURES CONCRÈTES POUR L'ACCÈS AU LOGEMENT



Projet de loi ALUR

- **Objectif :** combattre la crise du logement dans notre pays.
- Un volet « logement » et un « volet » environnemental », pour faire avancer la justice sociale et mieux protéger les terres agricoles et naturelles.

BRÉSIL



Site du Sommet de la terre à Rio

Participation au SOMMET DE LA TERRE “Rio+20” en juin 2012

- Intervention sur l'accaparement des terres agricoles au niveau mondial.
- Participation aux différents événements du Sommet officiel de l'ONU et du Sommet des Peuples (mis en place par 400 organisations de la société civile brésilienne).

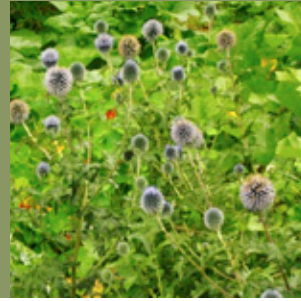
**MALI / AFRIQUE
DE L'OUEST**



Rencontre avec les acteurs locaux au Niger

Un engagement pour le développement

- Participation à plusieurs événements diplomatiques dédiés à la coopération bilatérale entre les 2 pays.
- Déplacement à Bamako lors de l'intronisation du nouveau Président malien.
- Déplacement au Niger et au Mali du groupe d'amitié France-Afrique de l'Ouest.



Pesticides / Pour une interdiction des néonicotinoïdes

- Poursuite du travail en lien avec les ministères concernés et les différents partenaires.
- Poursuite du travail sur les alternatives (PNPP).

Ostréiculture / Pour un étiquetage des huîtres d'origine naturelle

Réflexions sur la dépose d'amendements au projet de loi biodiversité et/ou sur une proposition de loi ou de résolution sur l'étiquetage.

COP 21 / Mobilisation en vue du sommet sur le climat

- En charge du volet biodiversité du rapport parlementaire sur “le rôle des collectivités territoriales dans la lutte contre le changement climatique”.
- Coordination EELV pour l'organisation d'une rencontre des parlementaires écologistes mondiaux.

Santé / Réhabilitation du métier d'herboriste

Travail sur une proposition de loi en lien avec l'ensemble des acteurs concernés.

TEXTES DE LOI

- **Loi de transition énergétique**

Rénovation des bâtiments, mobilité durable, lutte contre le gaspillage, énergies renouvelables, économie circulaire... Nouvelle lecture en cours.

- **Loi biodiversité**

Mieux concilier activité humaine et biodiversité.

Examen en commission début juillet 2015, puis en séance début octobre 2015

L'ÉQUIPE

Aurélien Vernet



**Collaborateur
parlementaire**

En charge du
travail législatif

Karine Grosjean



**Collaboratrice
parlementaire**

Relations avec
les collectivités
et les acteurs locaux
Relations presse

Sylvie Valet



**Collaboratrice
parlementaire**

Accueil
Communication



PERMANENCE PARLEMENTAIRE

7, rue des Lavandières 56250 Saint-Nolff

bureau.j.labbe@senat.fr

Tél. 02 97 48 42 54

CONTACT

Karine Grosjean

Collaboratrice parlementaire

k.grosjean@clb.senat.fr

Tél. 06 16 91 56 79

www.joellabbe.fr



« Impose ta chance, serre ton bonheur
et va vers ton risque.
À te regarder, ils s'habitueront. »

René Char